



Le Rappel


du Morbihan

Journal de la Fédération du Parti Socialiste - www.ps56.fr

n°175

envie d'Europe

écologique et sociale

- p. 2 : Vie fédérale
- p. 3 : Chronique militante
- p. 4 : JS / Réflexions sur le 8 mars
- p. 5-7 : Vues sur le Morbihan et la Bretagne
- p. 8-11 : DOSSIER DÉMOCRATIE - 2^e volet
- p. 12-13 : Vues sur les idées
- p. 14-15 : Vue sur le monde
- p. 16-17 : Portrait d'un socialiste
- p. 18 : Le Cormoran 
- p. 19-20 : Tract

SOMMAIRE

Européennes : construire une alternative attractive à gauche

La Bretagne a toujours entretenu avec l'Europe un lien particulièrement fort, dont témoigne le niveau d'adhésion aux projets de traité soumis à référendum en 1992 et 2005. La question, pour nous, ne se pose même pas : nous sommes européens, autant que nous sommes bretons ou français. Nous avons pleinement conscience que l'Union est notre seul avenir possible ; sans elle, notre horizon est fatalement celui d'un déclin irrémédiable, au profit des grandes puissances continentales qui écriront l'histoire du XXI^e siècle.

Et pourtant, le sentiment de défiance à l'encontre des institutions européennes n'a jamais été aussi prononcé qu'aujourd'hui. Un vent mauvais souffle sur notre continent, où partout se propage la peste du populisme et du nationalisme. Si l'Histoire démontre que les lignes Maginot n'ont jamais préservé quelque peuple que ce soit des périls de l'extérieur, les démagogues n'en prospèrent pas moins, en vantant avec un succès grandissant le caractère prétendument infranchissable. Sous leurs coups de boutoir, l'idéal européen s'affaïsse, lentement mais sûrement.

Qui, cependant, porte en premier lieu la responsabilité de ce désenchantement, si ce n'est l'Europe elle-même ? Ses fondateurs poursuivaient le beau rêve d'un espace de

paix et de prospérité, leurs continuateurs en ont fait un espace de concurrence libre et non faussée, obéissant aux seules lois de marché. Un espace dédié au culte de la compétitivité à tout prix, qui laisse sur le bord du chemin un nombre croissant de nos concitoyens européens, précarisés et parfois humiliés.

C'est toute l'amère ironie de la situation présente : les libéraux, qui produisent le terreau du populisme, voudraient apparaître comme l'unique antidote à sa propagation. Nous devons refuser cette confrontation mortifère entre deux forces qui se nourrissent l'une de l'autre, car elle porte en germe la décomposition définitive du projet politique européen. Un projet qui doit être réformé en profondeur afin de faire de l'Union, enfin, cet espace de cohésion et de liberté sans lequel elle perd toute raison d'être.

Tel est le sens de mon engagement sur la liste conduite par Raphaël Glucksmann : contribuer, au sein d'un groupe puissant au Parlement européen, le PSE, à l'émergence d'une Europe plus juste et solidaire, au service de ses citoyens. Car ce n'est qu'à cette condition qu'elle surmontera la grave crise qu'elle traverse aujourd'hui.

Forough Salami-Dadkhah,

Vice-Présidente au Conseil régional,
Socialiste sur la liste des Européennes

ÉDITORIAL

AGENDA :

Rennes a été retenus pour être la ville d'accueil d'un des cinq principaux meetings de notre campagne européenne.
 ⇒ Plus d'informations très prochainement !

26 mai : Jour de vote national - scrutin européen à un seul tour

Conseil Fédéral : Jeudi 6 juin - 20h30 au PAC de Vannes

Hommage de Michel GOBERT et de la section d'Auray à Jean-François DRÉAN

Jean-François Dréan est décédé

Très impliqué dans les affaires sociales et le logement, l'ancien adjoint socialiste est décédé, dimanche, à l'âge de 80 ans.

Jean-François Dréan, ancien adjoint aux affaires sociales (2004-2014) de Michel Le Scouarnec et Guy Roussel, est décédé dimanche, à l'âge de 80 ans. Né à Auray, il fut ingénieur en région parisienne avant de venir profiter de sa retraite dans sa ville natale et à Saint-Philibert, où il avait des attaches. Il aimait par ailleurs naviguer sur son bateau et recevoir la visite de ses enfants et de ses petits-enfants. De sa période à la mairie, d'abord comme élu municipal puis comme adjoint, l'ancien maire Michel Le Scouarnec se rappelle de la détermination avec laquelle il agissait dans le domaine du logement. « **On se réunissait ensemble tous les mardis à la commission d'attribution des logements**, se souvient l'ex-maire PCF d'Auray. **Nous avons toujours eu d'excellentes relations. C'est quelqu'un qui avait du cœur.** »

« Une attention aux gens dans le besoin »

Un autre élu, Michel Gobert, militant comme lui au Parti socialiste, se rappelle aussi des quêtes alimentaires auxquelles il participait activement, et



Jean-François Dréan.

CRÉDIT PHOTO : ARCHIVES OUEST-FRANCE

de son implication au Centre communal d'action sociale (CCAS) : « **C'était sa vie ! Il y allait presque tous les jours** ». Avec le Parti socialiste, il fut de toutes les élections, en participant au collage des affichages et au tractage sur le marché ou dans la rue. « **Il portait une attention particulière aux gens dans le besoin** » et aux personnes handicapées. Un dernier hommage lui sera rendu au crématorium de Plescop, vendredi, à 14 h.

P. B.

Ouest France - 12 mars 2019

toujours eu à cœur : la misère, les mal logés, le handicap, sans négliger son entourage et surtout Marie-Hélène. Mais en prenant quand même le temps de prendre un verre avec les uns ou les autres. Et promener son chien.

En **2008** : de nouvelles municipales gagnées. Personnellement j'avais abandonné. Poursuite de l'engagement aux affaires sociales pour Jean-François. **2014** : À son tour il arrête, mais re-campagne : affichage, distribution, réunions... Les municipales sont perdues. Le temps du désenchantement, mais toujours le militantisme et encore présent au CCAS. **2017** : Macron, les camarades qui nous quittent, le groupe se réduit un peu. **2018** : La maladie pour toi, pour François et pour moi. Encore quelques retrouvailles pour une bière à la gare. **2019** : Tu t'en vas, je reste.... ADIEU !

Oui, le PS existe encore !

Le 8 octobre, sur le marché de Plouay.

Me voici seul sur le marché, muni d'exemplaires du *Rappel du Morbihan* et du tract national *Macron, Président des riches*.

Seul, car dans les terres, les militants se font rares. Seul, car il s'agit d'une initiative prise sur le moment, presque à la dernière minute, mais concrétisée grâce aux chaleureux encouragements des deux permanents fédéraux.

Je n'en peux plus du virage à droite toute de Macron et de l'absence de réaction des sympathisants de gauche, qui semblent sonnés (à vrai dire moi aussi) après le désastre des présidentielles, les primaires, les derniers mois de la présidence Hollande.

Je me demande bien comment les gens vont réagir à ma petite distribution impromptue.

Mais, ma foi, fort bien !

Pas une seule personne ne refuse mon tract. L'accueil est étonné, mais bon, de nombreux électeurs me font part de leur volonté de manifester avec les syndicats, d'autres avec ce qui deviendra les gilets jaunes. En tout cas, personne ne prend la défense du gouvernement Macron. Me voilà rasséréiné, au moins, quand on tracte, on est bien accueilli.

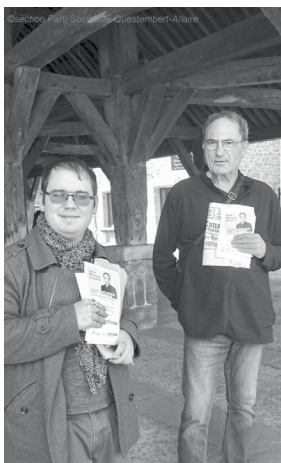
Quelques semaines plus tard, nous voici au marché du Faouët, en compagnie du militant infatigable Alain Viol. Comme moi, il a connu toute la période Mitterrand, nous en avons vu d'autres, nous refusons de nous laisser abattre. Une militante de Plouray vient nous dire bonjour, cela réchauffe le coeur. Comme à Plouay, l'accueil est plutôt sympathique.

Les gens sont étonnés de nous voir, d'autant qu'en général, les militants politiques ne se réveillent qu'en période électorale (à la différence des années 70 et 80, où PS et

PC étaient présents sur les marchés toute l'année). Mais peu de réactions négatives, en dehors d'une ou deux dames d'aspect revêche qui refusent les tracts, sans savoir ce qu'il y a dessus...

Le 6 avril, Alain Viol et moi, nous voici au marché de Gourin. L'accueil est peut-être un peu moins favorable, mais nous savons que Gourin n'est pas un fief du PS, et que la gauche dite dure (comme si les socialistes qui ont traversé le siècle n'avaient pas connu de revers, alors qu'au contraire les difficultés ont forgé des générations de militants) y est forte.

Ainsi, à un « *Hein, les socialistes, ça existe encore !* », je réponds, « *Mais, oui, nous sommes là !* ». J'en suis encore plus renforcé dans mon idée que nous devons nous



Distribution de tracts
Questembert - le 17 avril

montrer, ne serait-ce que pour démentir les gauds qui prennent leurs souhaits (notre disparition) pour des réalités. D'ailleurs, sur aucun des marchés, nous n'avons vu d'autres militants que nous.

Cependant, après ce long épisode des Gilets jaunes, les gens semblent plus prudents, ils veulent savoir « c'est de la part de qui ? ». Mais quand je réponds « C'est le PS », ou « C'est les socialistes », ces gens prennent, soit sans rien dire, soit avec un

rire complice. J'en déduis que décidément, nous devrions être plus présents encore, et que les gens sont à notre écoute quand on est là.

Je me réjouis de pouvoir continuer bientôt à poursuivre cette tentative de présence sur les marchés, née à vrai dire du désespoir, mais qui se concrétisera un jour, même si nous savons toutes et tous que ce doit être le moins long possible vu les urgences du monde

Axel QUEVAL



Cette journée, bien que partant d'un bon sentiment, n'est qu'une représentation de plus de l'incapacité de chacun à reconsidérer son rapport à la femme.

J'entends déjà au loin les railleries face à ce discours de « féministe » car oui la journée des femmes c'est toute l'année. Prôner l'égalité homme-femme n'est pas une position féministe mais humaniste. Trop de gens cherchent à caricaturer la position féministe, renvoyant sans cesse à des mouvements sociaux plus extrêmes comme Les Femmes. Ce texte n'a pas vocation à blâmer les hommes car ce ne sont pas les seuls responsables. Les femmes aussi véhiculent des représentations qui nuisent à la prise au sérieux de ces inégalités. Et même plus ; aujourd'hui dans les cours de récréation des collèges et des lycées, ce sont les filles qui profèrent le plus d'insultes envers les jupes, les robes, la féminité. Ce basculement pose de sérieuses questions. Interrogez vos enfants, petits-enfants ou de jeunes collègues ; les réponses à certaines questions sont parfois surprenantes. Certaines jeunes filles ne mettent de jupe que sur « mobilisation générale » car si elles font masse, les insultes et provocations seront moindres.

Rappelons quelques chiffres : 40% des femmes sont confrontées au sexisme au travail, seulement 3% des PDG sont de sexe féminin, une femme décède tous les trois jours sous les coups de son conjoint, 14,5% des femmes sont victimes de violences sexuelles pour 3,9%

pour les hommes. Je m'arrête là pour ces quelques chiffres car ils sont connus de tous et c'est bien là le problème.

Le statut des femmes en politique : un sujet tabou

L'objectif n'est pas d'adopter une position victimaire mais bien de relater une attitude globale et inacceptable. Une femme qui se maquille, qui porte des jupes, des talons ou tout simplement qui est une femme ne semble pas pouvoir trouver légitimement sa place. Du moins, si sa place est légitime, elle se voit rabâcher que son statut, elle l'a obtenu par des moyens autres que par son sérieux et ses capacités de travail. Je fais de la politique depuis seulement trois ans et pourtant je ne compte déjà plus les remarques sexistes à mon égard, aussi bien par des opposants que lors d'opérations de tractage, de porte à porte ou autre rencontre directe. La dernière en date étant une remarque d'un opposant : « Le PS a sorti la jupe pour atteindre les 6% ». Cette attitude me choque profondément et bien qu'ayant hésité à la relater, il me semble important d'en faire part. Les femmes en politique subissent une vraie pression. Trop souvent considérées comme des adversaires plus faibles que nos confrères, être une femme en politique est trop souvent un sport de combat.

Beaucoup de femmes engagées en politique et avec qui j'ai pu échanger m'ont fait part de leurs doutes. Beaucoup m'ont avoué avoir voulu abandonner la politique plus d'une fois face aux pressions qu'elles pouvaient subir et à leur difficulté à être prise au sérieux. C'est collectivement ; au travail, en politique, chez soi que cela se joue. Ces représentations archaïques sont déplorables. Si des marches, des rassemblements peuvent faire entendre la voix d'une société plus égalitaire pour les femmes, c'est avant tout un combat quotidien.



Extrait de l'intervention de **Gaëlle LE STRADIC** lors de la session :

Nous sommes réunis pour examiner les comptes administratifs de notre collectivité. Non pas émettre une projection mais rendre compte de la réalité comptable de ce qui s'est passé en 2018. Nous terminons cet exercice 2018 avec un résultat excédentaire de + de 46 millions d'euros. Nous augmentons de 67% le bénéfice par rapport à 2017. Belle performance, pourrions-nous penser... et c'est assurément le message que vous allez communiquer aux Morbihannais.

Une volonté politique de **ne pas faire**

Si les collectivités ne doivent pas vivre dans le rouge, elles ne sont pas non plus obligées d'être lucratives ! Notre collectivité dispose assurément de marges de manœuvre financières importantes. Et il est nécessaire de toujours rappeler aux Morbihannais les deux raisons majeures :

Premièrement : du côté des recettes, la dynamique fiscale offre des recettes croissantes à l'image des droits de mutation. Entre 2015 et 2018, le Département a perçu 90,4 millions d'euros de plus, que les prévisions faites au moment du vote des budgets. C'est énorme ! Et cela doit interroger sur la sincérité des chiffres annoncés en décembre. Si vous sous-estimez les recettes, vous ne pouvez évidemment pas mettre de dépenses en face ... L'argument du manque de moyens ne tient plus. C'est bien une question de volonté politique de faire...ou de ne pas faire !

Une politique de solidarité **vidée de sa substance**

En effet, la deuxième raison dépend concrètement des politiques menées : depuis des

années, votre majorité dépense moins sur sa compétence principale la « Solidarité » que les 3 autres Départements bretons. Par exemple nos dépenses de Solidarité par habitant sont systématiquement inférieures de 15% au Finistère. En matière de famille et enfance pour l'année 2017 : le Morbihan a dépensé 100€ par habitant contre 140€ par habitant pour les Côtes-d'Armor.

Dans le domaine de l'insertion, la part consacrée aux actions diminue régulièrement depuis 2013. Il faut savoir que le système qui est en train de se mettre en place conduit à arrêter des accompagnements jugés désormais trop sociaux. Ce qui est révoltant, c'est que rien n'est prévu pour ces personnes. Le service social n'a pas de plan B, d'alternatives pour pallier le rôle des ateliers d'insertion par exemple. **On vit une époque formidable : la collectivité, chef de file des solidarités, organise l'exclusion de personnes fragiles.**

Une autre politique était possible

Nos analyses politique et financière étaient pertinentes au moment de l'examen du budget que vous proposiez pour l'année 2018. Nous expliquions que l'État avait fixé une limite de 1,2% de hausse des dépenses réelles de fonctionnement. Ce qui signifiait qu'en 2017, avec 553 millions d'euros de dépenses réelles de fonctionnement pour notre collectivité, notre plafond 2018 était de 559,6 millions d'euros, sans même compter l'exception de 2% pour les dépenses de RSA/APA/PCH. Nous avons donc un écart de 19 millions d'euros en 2018, entre le plafond autorisé et les 540 millions d'euros de dépenses réelles de fonctionnement présentées dans le compte administratif.

Sans hausse d'impôts, avec une dette soutenable et responsable, tout et en respectant le cadre de 1,2% de hausse des dépenses de fonctionnement fixé par l'État : 19 millions d'euros auraient pu être mis au service des secteurs qui en ont besoin : Transition écologique de nos bâtiments, Services sociaux renforcés, Une politique associative plus ambitieuse.



La nouvelle était attendue.

Elle est arrivée fin février de la Commission européenne. Le financement du projet breton d'installation de 4 éoliennes flottantes entre Groix et Belle-Ile, et des 3 autres projets en Méditerranée, pourront bénéficier des aides de l'État.

Un enjeu crucial pour l'éolien flottant en Bretagne

Après l'avis favorable rendu dans la suite de l'enquête publique fin 2018, et en attendant la décision du Préfet du Morbihan au printemps, c'est donc une nouvelle étape d'importance franchie pour ce projet crucial pour la Bretagne mais aussi pour la création d'une filière industrielle de l'éolien flottant.

Les enjeux sont de taille puisque, une fois la période des recours épuisée, Eolfi pourra lancer la construction de ses 4 éoliennes offshore qui produiront 24 MW. Des mégawatts-heure qui seront injectés ensuite, via un câble sous-marin raccordé à Erdeven, sur le réseau public d'électricité.

Eolfi prévoit pour ce projet une implantation industrielle en 2020 sur le Polder de Brest où la Région investit actuellement 220 M€ pour aménager un terminal pour les énergies marines. L'assemblage des éléments de turbines sur les flotteurs se fera en Bretagne. La mise en service de ces 4 éoliennes est prévue en 2021.

Cette ferme pilote n'est que le pre-

mier pas attendu pour le développement d'une filière de l'éolien flottant en Bretagne puisque nous avons délimité une 2^e zone de 500 km² plus au sud de Groix-Belle-Ile, en juin dernier, lors de la conférence régionale mer et littorale. Une instance de concertation unique, co-présidée par le Président de la Région, le Préfet de Région et le Préfet maritime, qui réunit plus d'une centaine de représentants des usagers de la mer. Cette zone de consensus pourra accueillir jusqu'à 1 GW d'éolien flottant quand la feuille de route EMR (énergies marines renouvelables) bretonne, votée dans l'hémicycle régional en juin 2016, prévoit 1,5 GW de flottant à l'horizon 2030.

L'État pas au rendez-vous

Il restera à identifier une 2^e zone pouvant accueillir 500 MW. Mais elle sera identifiée selon notre méthode bretonne de concertation et de planification, nécessaire pour proposer au Gouvernement des zones partiellement « dérisquées » de recours.

Malheureusement, si l'ambition bretonne en matière de développement du flottant est là, celle de l'État est en-deçà.

Dans le projet de Programmation pluriannuelle de l'énergie qui nous a été présenté en décembre, la France n'est pas au rendez-vous. Le Président de la Région, Loig Chesnais-Girard, a donc mobilisé ses collègues Présidents des Régions littorales * pour faire une contre-proposition plus ambitieuse mais aussi réaliste. Objectif : obtenir plus de volumes de production et un cadencement d'appels d'offre tous les 2 ans, rythme nécessaire pour qu'une filière industrielle voit le jour.

Gaël LE SAOUT

* À retrouver sur le site www.ps56.fr, ainsi que les éléments évoqués dans cet article.

Depuis des mois, le feuilleton du Brexit ne cesse de faire durer le suspense sur son issue finale... qui s'annonce tragique pour ses protagonistes, quel que soit le scénario ! Pour les Britanniques, qui prennent désormais la mesure de ce qu'implique une sortie de l'UE, synonyme de repli sur soi et d'isolement. Pour l'UE, aux vues des incertitudes institutionnelles et budgétaires de cette sortie à choix multiple !

Une Région réactive

Et la Bretagne dans tout ça ?

Région frontalière de la Grande-Bretagne, elle sait que les conséquences seront plus fortes pour elle.

Le Conseil régional en a pris la mesure dès le référendum du 23 juin 2016 et est rapidement passé à l'action.

Dès le début de cette séquence, la Région a demandé au CESER d'évaluer l'impact du Brexit pour la Bretagne. Cette étude parue en janvier 2017 - inédite à l'échelle des régions européennes - avait déjà pointé les conséquences probables pour l'activité économique sur la pêche, l'agriculture, le tourisme, le transport... Le Royaume-Uni était alors le 3^e pays pour l'export breton et le 8^e pour l'import.

Mais les conséquences ne sont pas qu'économiques, elles concernent aussi par exemple tous les échanges engagés dans les programmes européens en cours (Interreg, Erasmus, Recherche...).

Enfin les effets différents que la sortie se fasse avec ou sans accord, le choix d'un « Brexit dur » - pourtant l'option la plus probable désormais - ferait du Royaume-Uni un pays tiers avec lequel les modalités d'échange se complexifieraient de manière considérable.

Depuis le référendum, la Région n'a pas attendu pour réagir, malgré un contexte

de fortes incertitudes.

Une Bretagne encore plus périphérique

Après des institutions européennes tout d'abord, il a fallu faire entendre la voix et les intérêts de la Bretagne. Le président Loïg Chesnais-Girard et la vice-présidente à l'Europe et l'International Forough Salami-Dakhah s'y sont employés, multipliant les rencontres à Bruxelles pour préparer la future programmation 2021-2027. Le double contexte de Brexit et de redéfinition budgétaire menace notamment les fonds structurels et la PAC. Avec une Bretagne qui, dans une Europe sans Royaume-Uni, se retrouverait dans une situation encore plus périphérique.

Pour le transport maritime, malgré une très forte mobilisation, le Conseil européen a décidé dans l'immédiat de faire l'impasse sur

les ports de Brest et Roscoff, en les écartant de liaisons directes avec l'Irlande dans le corridor Atlantique et donc des fonds européens de développement des infrastructures. La Région se doit pour autant d'engager des investissements pour assurer le retour des contrôles sanitaires et douaniers.

Concernant la pêche, des mesures transitoires ont été adoptées pour maintenir un accès des navires européens aux eaux britanniques et réciproquement. Mais en cas de « *no deal* », la moitié de la pêche bretonne pourrait être menacée de faillite.

Ce ne sont que quelques-uns des effets les plus visibles. Pour autant, selon Forough Salami « *les relations trans-manche doivent perdurer. La Bretagne doit peser dans ces négociations et se rapprocher d'autres régions aux intérêts communs.* »



La France est le pays des révoltes fiscales.

C'est la raison pour laquelle le consentement à l'impôt est inscrit dans notre bloc de constitutionnalité au cœur de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen.

Mieux, ce consentement à l'impôt est le sens même de la démocratie représentative. On crée une assemblée délibérante et, dès lors, la collectivité peut prélever l'impôt.

Oui mais voilà, tel n'est plus vraiment le cas. Car la culture centraliste, jacobine, colbertiste de la France fait que le pouvoir central se vit comme un super-pouvoir qui organise et répartit ce qu'il laisse aux échelons inférieurs. Il s'est donc autorisé à bousculer ce principe cardinal.

Face à un mouvement de décentralisation profond depuis 25 ans, il a cherché à reprendre la main sur les collectivités territoriales, par le biais budgétaire en particulier.

Prenons le niveau régional tout d'abord. En début d'année, le débat d'orientations budgétaire a été particulièrement éclairant à la Région Bretagne. La part du budget couvert par la fiscalité régionale est inférieure à 10 % du total, et avec une partie de ces recettes sans pouvoir de taux. La Région dispose pour être précis de 2 recettes fiscales : l'une sur les cartes grises, et l'autre sur une partie infime d'une taxe sur les carburants.

Ajoutons que ces recettes augmentent si les Bretons utilisent plus leur véhicule alors que nous cherchons à financer des investissements qui les aideraient à rouler moins ! Cette situation absurde est au surplus placée sous la pression de l'État

qui impose aux grandes collectivités locales des hausses plafonnées de budget.

Il serait si simple de faire confiance aux collectivités locales en leur attribuant un impôt, sur lequel ils rendraient des comptes à leurs contribuables... Le pacte girondin est encore un mirage.

Le niveau communal n'est guère mieux loti, coincé entre la suppression à venir de la Taxe d'habitation, les diminutions de dotations depuis 2012 et le pari d'obtentions de subventions d'investissement. Combien de budgets communaux s'apauvent aujourd'hui réellement sur leurs recettes fiscales ?

Or, quand on regarde les évolutions avec un minimum de recul, qu'observe-t-on ? Les communes ont des budgets où la seule variable dynamique possible est l'augmentation de la population, avec en face une attente de services publics de plus en plus fortes, du fait du démantèlement de l'État territorial.

Tout cela aboutit à une crise démocratique sans précédent car les citoyens ne comprennent plus les raisons pour lesquelles à chaque niveau, Commune, Département, Région, Nation, Europe, la réponse n'est pas de relier une recette fiscale à une politique publique, un service public. À force de systèmes complexes, de réponses de type technocratique, c'est le projet démocratique qui est en péril, car son efficacité est mise en cause.

En ce sens, il revient à la gauche de reconstruire des réponses simples : confiance dans les territoires, autonomie fiscale des communes et des régions, voilà qui serait un bon début pour réenchanter notre démocratie.

Maxime PICARD



Élire les élus d'agglomération au suffrage universel direct : une nécessité démocratique



Nous émettions lors du précédent numéro une proposition en matière d'égalité des chances dans le cadre du grand débat.

L'article qui suit s'inscrit dans la même logique et même si l'idée défendue n'est pas d'une folle originalité dans la mesure où d'autres l'ont déjà formulée, il nous apparaissait nécessaire de la mettre sur la table pour en débattre.

Nous entendons ainsi contribuer à répondre au déficit démocratique ressenti par nos concitoyens.

Adapter la dimension démocratique à la réalité administrative

L'idée est donc d'élire au suffrage universel direct les élus des agglomérations et des communautés de communes. Ces structures gagnent de plus en plus de compétences sans que leur mode d'élection corresponde à cette revalorisation.

L'objectif n'est pas de rogner sur le rôle du maire ou de la commune, simplement d'adapter la situation démocratique à la réalité administrative.

Au lieu de préciser quels élus de la liste municipale représenteraient la commune à l'agglomération ou à la communauté de communes, il s'agirait donc de bâtir un nouveau scrutin avec des listes qui s'affronteraient au niveau de l'EPCI (terme administratif désignant agglomération et communautés de communes). On pourrait coupler ce nouveau scrutin avec le scru-

tin municipal pour éviter d'ajouter une nouvelle date électorale.

Un gain de transparence et de démocratie

Le second objectif d'une telle réforme est de permettre l'émergence d'une majorité claire élue sur un vrai projet. Car malheureusement avec le scrutin actuel, les majorités apparaissent souvent restreintes et le fruit d'accords de couloirs. Le projet qui en découle n'a pas été porté à la connaissance des citoyens ni soumis à son approbation.

L'élection des EPCI au suffrage universel direct ferait ainsi gagner en transparence et, en appliquant le même scrutin que pour les municipales, améliorerait la gouvernance. Les majorités se dégageant d'un tel scrutin bénéficieraient de la marge nécessaire en termes de sièges pour appliquer leurs politiques.

Redynamiser la démocratie locale

Un tel changement pourrait s'inscrire dans le cadre d'une réforme plus vaste sur l'organisation de la décentralisation en France.

Elle interroge nécessairement la place du Département et l'articulation entre les différents échelons. Cela ne dispense pas d'interroger non plus la pertinence de l'introduction de certains outils de démocratie directe ou de démocratie participative ou collaborative. Le but est de redynamiser la démocratie locale.

Notre décentralisation a trop souvent été faite par les élus et pour les élus. Il faudrait enfin la penser avant tout pour les citoyennes et les citoyens.

Mais il faut pour cela que celles et ceux-ci s'impliquent également massivement.

Car une démocratie, même avec des élus de qualité, ne peut survivre sans l'implication des citoyens.

"La démocratie ne se décrète pas, elle se vit tous les jours dans tous les lieux..." Entretien avec Jean-Marc THÉPAUT (CFDT)



Jean-Marc Thépaut, secrétaire départemental de la CFDT* a accepté de répondre à nos questions. (Il est à gauche sur la photo, à l'occasion du 8 mars, Journée des droits des femmes)

Il nous livre sa vision du syndicalisme et de la démocratie sociale.

Quelle vision du syndicalisme défendez-vous à la CFDT ?

J-M T. : La CFDT porte un syndicalisme de transformation sociale choisi par les travailleurs ! Elle a fait le choix d'être un syndicat d'adhérents. Elle tient une vision de démocratie sociale et un syndicalisme « du pouvoir d'agir ». La CFDT est le premier syndicat français en nombre d'adhérents : 623 802, des hommes (50,5%), des femmes (49,5%), qui travaillent dans tous les secteurs professionnels, dans les petites et les grandes entreprises, dans le privé en majorité, dans le public et dans toutes les régions de France. La CFDT est le premier syndicat de France, depuis décembre 2018, secteurs privé et public confondus (en nombre de voix aux élections professionnelles). Elle est 1^{ère} dans le privé depuis 2017 et 2^e dans la fonction publique.

La CFDT est le syndicat où l'adhérent a des droits. Le droit d'être écouté, respecté, informé, défendu gratuitement en cas de problème. La CFDT est un syndicat pragmatique qui préfère trouver des solutions par le dialogue, mais n'hésite pas à se mobiliser contre des mesures injustes comme la réforme des retraites de 2010.

La CFDT sait que le monde change, qu'il faut en permanence mettre à jour les revendications pour faire face aux évolutions du marché du travail, à la précarité. La CFDT est adhérente à la Confédération européenne des syndicats (CES) et se prononce pour une Europe politique, sociale, capable de faire face aux nouvelles puissances pour créer des emplois, préserver sa protection sociale et faire progresser les qualifications.

Quelles relations doivent entretenir les partis politiques avec les syndicats ?

La CFDT est une organisation apolitique, combien même les organisations politiques (hors extrêmes bien sûr) sont des acteurs incontournables de la société civile et ont une place importante dans la réflexion et les décisions politiques qui modèlent aujourd'hui notre société.

La CFDT veut peser sur cette modalisation et a une vision sociétale bien à elle. C'est pourquoi, il nous semble important de tisser des relations avec le monde politique dans le but de confronter nos idées, de construire quand cela est possible sans jamais se compromettre.

Votre syndicat a signé avec 18 autres organisations un pacte social et écologique mis en avant par Laurent Berger et Nicolas Hulot. Pouvez-vous nous dire quels en sont les idées forces et comment vous comptez les défendre sur le terrain ?

Sans vouloir présager des forces de l'Union Départementale, je pense que les 4 axes majeurs de ce pacte social et écologique doivent être pris en charge.

- Donner à chacun le pouvoir de vivre, dans un cadre commun en protégeant notre avenir et celui des générations futures ;
- Remettre l'exigence de justice sociale au coeur de l'économie ;
- Préparer notre avenir en cessant de faire du court terme l'alpha et l'oméga de nos politiques publiques ;

• Enfin, partager le pouvoir pour que chacun puisse prendre sa part dans la transformation de nos vies.

Cependant nous nous attacherons à porter les points suivants dans notre territoire :

- Un travail émancipateur,
- Construire un bouclier de services publics dans tous les territoires (fracture territoriale),
- Construire l'égalité réelle entre les femmes et les hommes (enfin !),
- Lutter contre les discriminations, une solidarité intergénérationnelle (sécuriser l'emploi pour les seniors),
- Redonner du sens au partage des richesses,
- Organiser la transition écologique dans les territoires
- Anticiper les mutations de l'emploi,
- Partager le pouvoir dans les entreprises,
- Accroître le droit d'expression au travail.

Que faudrait-il faire enfin pour fonder une véritable **démocratie sociale** ?

L'entreprise et ses salariés se portent mal, les mutations technologiques et capitalistiques ont modifié l'organisation des entreprises et du travail.

Depuis trente ans, les inégalités de revenus ont aussi explosé, atteignant des sommets d'indécence et d'absurdité. Les conditions de travail et les relations humaines dans l'entreprise se sont dégradées. Le travail a perdu de son sens créateur ; il est traité avant tout comme un coût qu'il faut s'acharner à réduire, et le travailleur comme une simple variable d'ajustement, dans un contexte de chômage massif et durable et de précarité pour la main d'oeuvre encore employée.

Une stratégie pour un vrai plein emploi, l'éradication de la pauvreté et la lutte contre les discriminations sont inséparables de la mobilisation des salariés et de leurs organisations. De tels objectifs ne peuvent, en effet, être délégués des seules responsabilités des pouvoirs publics, et à la seule politique économique et sociale.

Le rôle des acteurs sociaux, et plus généralement de la « société civile », est aussi décisif pour promouvoir une telle société de plein emploi. Le retour au plein emploi doit ainsi s'accompagner d'une réelle démocratisation des relations sociales et de la conquête de nouveaux droits pour les salariés, qu'ils soient collectifs ou individuels, que ce soit dans les entreprises ou dans la société, notamment dans le domaine de la protection sociale et des services publics.

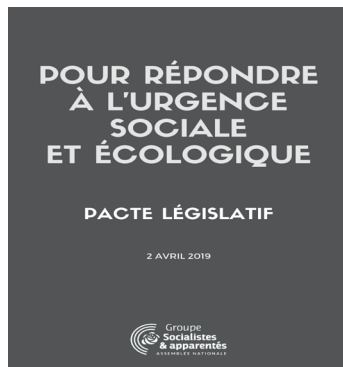
La démocratie ne se décrète pas, elle se vit tous les jours dans tous les lieux...

Propos recueillis par **Kevin ALLENO**

* La CFDT est un syndicat qui a toujours dénoncé toutes les dictatures d'où qu'elles soient et qui a aidé des syndicalistes à instaurer la démocratie comme en Pologne dans les années 80.

La CFDT est un syndicat laïc qui respecte toutes les croyances religieuses ou philosophiques tant qu'elles ne conduisent pas à la haine, au racisme, à l'exclusion.

En complément sur www.ps56.fr :



Florent et Sylvain se rencontrent au hasard d'une rue locale sans s'être vu depuis un long moment. Après les politesses d'usage, ils discutent des questions du moment.

Florent : Quelle est ton activité en ce moment ?

Sylvain : Je rédige une intervention dont le thème est « *Je n'ai pas de vérité, je n'ai que des convictions* ». Citation de Jean Rostand.

F : Il était biologiste, essayiste et académicien.

S : Absolument ! Il rejetait la vérité unique et ne concevait que les certitudes de la démonstration scientifique.

F : Aucune vérité ?

S : Non et je le rejoins. La vérité est le fruit de nos perceptions et l'espace d'un instant. Or, il y a beaucoup de perceptions et tout autant d'instant.

F : Il ne croyait donc en rien ?

S : Au contraire. Il croyait à la réalité des faits démontrés. Il refusait la vérité unique et révélée. C'est pour cela qu'il préférait les convictions parce qu'elles sont argumentées.

F : Les *fake news* (infox, ndlr) et la théorie du complot sont aussi argumentées.

S : C'est juste. Toutefois, les *fake news* sont des assertions et la théorie du complot est un argumentaire falsifié.

F : Les *fake news* seraient une autre vérité ? La théorie du complot serait la conviction argumentée d'autrui ?

S : C'est le drame. Les *fake news* sont souvent creuses, grossières et ponctuelles ; juste le temps d'une désinformation. La croyance au complot est plus ancrée, plus construite et s'installe dans les esprits et le temps.

F : Et cela a beaucoup d'impact à l'ère du digital.

S : C'est pourquoi il s'agit d'un réel danger. C'est un détournement, viral, de nos consciences et de nos intelligences.

F : J'ai constaté, récemment, que certains.e.s femmes et hommes politiques assumaient de plus en plus *fake news* et complot. Pire, ils semblent vouloir les justifier et les autorisés au nom de la liberté d'expression.

S : L'information est décomplexée. On connaissait cela avec les lobbyistes et leurs éléments de langages. Cependant, le fait d'assumer l'information dé-



Image parodique - lelombrik.net

tournée et manipulée est très récent. Il y a peu, il s'agissait, d'un aléa de la communication. Désormais la manipulation des masses est revendiquée comme une liberté fondamentale.

F : En somme, pensez comme vous le souhaitez. Ma théorie est autre.

S : Ces théories sont d'autant plus séduisante que l'histoire regorge de complot et qu'il y a un besoin de bouc-émissaire. Umberto ECO, distingue le petit complot du complot universel. Le premier est une machination secrète qui se révèle dès le complot finalisé. L'assassinat de César ou bien la conjuration de Catalina seront dénoncés dès le lendemain. Et le grand complot mondialiste qui est une paranoïa subjective et collective.

F : La prudence commanderait, alors, d'observer. Le vrai complot réussi, celui qui ne perce jamais est une affabulation entretenue.

S : C'est mon opinion. Je pense qu'il vaut mieux entretenir le doute que la vérité-conviction. Il n'y a rien de plus beau que la curiosité.

Sylvain LE MEUR

De la terre à l'assiette, le Projet Alimentaire de Territoire (PAT) de Redon Agglo



Loïc Chesnais-Girard et la majorité régionale en font l'un des axes de développement majeur de la Bretagne * et notre Parti a aussi ouvert sur la Ruche Socialiste un travail sur le « bien manger » depuis cet hiver.

L'agriculture et l'alimentation des territoires sont des sujets qui deviennent de plus en plus incontournables. Dans ce domaine, les territoires sont des pépinières à bonnes idées

Comme le Projet Alimentaire de Territoire (PAT) de Redon Agglomération soit 31 communes et 68 000 habitants. Il est porté par notre camarade Michel Pierre, maire de Saint-Jean-la-Poterie.

Mettre tous les acteurs locaux dans la construction d'un projet commun

Tout commence en 2015 quand Redon fait l'acquisition d'une ferme à Théhillac (56) pour y installer un espace test agricole.

L'objectif est de permettre aux producteurs de tester la viabilité d'une exploitation pour ensuite pouvoir s'installer sur le territoire et y vivre. Ils sont alors constamment accompagnés par la communauté de communes. En parallèle, l'agglomération favorise le « manger local » avec l'aide d'association dont elle a soutenu la création et elle met en place des politiques publiques en faveur du respect de la nature et de l'environnement (territoire zéro déchet, territoire à énergie positive). Cela a posé la base d'une politique de territoire.

En 2016, l'agglomération réunit autour d'elle une vingtaine d'acteurs du territoire, allant du producteur au consommateur, en passant par le transformateur. La démarche se veut collective et constructive pour que chacun s'implique à son niveau dans l'écriture d'un plan alimentaire de territoire (PAT). Vont s'en suivre trois

réunions publiques en 2017 pour recueillir la volonté de chacun sur le projet au travers de questions comme « *Comment se projette-t-on sur le Pays de Redon en 2030 ?* », « *Quelles sont les forces et les faiblesses agricoles et alimentaires sur le territoire ?* ».

Les projets du PAT pour demain

Une gouvernance locale met ensuite un plan d'action pour 2018-2019 avec comme objectif le soutien à l'installation et à la reconversion des exploitations, favoriser l'alimentation locale et biologique dans les restaurations collectives du territoire ou encore créer un label qualité « Pays de Redon » ou créer un abattoir mobile à la charge de la collectivité.

Dans le concret les premières traductions sont déjà visibles : l'émergence d'associations citoyennes de mise en relation entre producteurs et consommateurs avec un lieu d'accueil ouvert bientôt au cœur de la ville-centre ou encore l'opération « Défi famille à alimentation positive » pour accompagner 50 foyers vers une meilleure alimentation plus locale. L'innovation vient des territoires, il ne faut pas en douter...

À quand des PAT dans tous les territoires bretons ?

Loïck MERCIER

* Article paru dans *Le Télégramme*, 4-09-18 : « La Région promeut le bien manger »

Sur www.laruchesocialiste.fr :

Le chantier est ouvert jusqu'en septembre. Il est co-piloté par Dominique Potier, secrétaire national, député de Meurthe-et-Moselle et Guillaume Garot, ancien ministre, député de la Mayenne. Le PS fait de l'alimentation un enjeu majeur pour la société de demain. Quatre axes forts devront guider les travaux : 1 - un enjeu culturel ; 2 - un enjeu économique et social ; 3 - un enjeu de santé ; 4 - un enjeu environnemental.

Tout le monde reconnaît que la gauche socialiste en Europe n'a pas le vent en poupe.

Les derniers sondages **en Allemagne** donnent le SPD dans une situation très difficile :

- En Thuringe, où des élections partielles doivent avoir lieu, en octobre 2019, il reste crédité de 12% des voix, comme en 2014, mais les Verts passeraient de 5 à 12% et l'AfD (extrême droite) talonnerait la CDU (démocrate-chrétien, au pouvoir), elle aussi en perte de vitesse ;

- En Saxe, le SPD passerait de 12% à 10%, et les Verts de 7,7 à 9%, alors que là encore, l'AfD talonne la CDU.

- En Bavière, aux élections régionales de 2018, le parti a réalisé 10% et perdu la moitié de ses sièges.

Sur le plan national, alors qu'aux dernières élections il avait réalisé un score jugé très mauvais avec 20,5% des voix, les sondages ne lui en donnent plus qu'entre 15 et 18%.

Le nouveau programme du SPD est désormais plus à gauche que l'ancien, et le parti espère en tirer les bénéfices. L'avenir dira si les très nombreux déçus de l'ère de l'ancien chancelier social-démocrate Schroëder et ses réformes jugées catastrophiques pour les plus pauvres reviendront au bercail, mais il semble y avoir, pour le moment, encore du travail à faire.

Le nouvel espoir de la gauche d'Europe latine

Par contre, dans l'Europe du Sud, il semblerait qu'il y a un début de frémissement en faveur de la gauche socialiste.

Au Portugal, les résultats économiques et sociaux du gouvernement socialiste, qui bénéficie du soutien communiste au Parlement, ne sont plus à démontrer.

En Espagne, le PSOE a effectué une remontée spectaculaire grâce à la politique de Pedro Sanchez (65% de femmes au

gouvernement, tentative de dialogue et d'apaisement en Catalogne, ouverture vis-à-vis des immigrés, augmentation de l'impôt sur les banques afin de financer les retraites, hausse du salaire minimum, accès universel au service de santé, transition énergétique, retrait de la dépouille de Franco, alignement de la hausse des retraites sur l'inflation - soit le contraire du gouvernement Macron -, accord avec la gauche de la gauche...).

Dans les sondages, on assiste à une remontée spectaculaire du PSOE qui devance désormais largement Podemos, parti qui surfait sur sa gauche et avait récupéré bien des déçus.

Bien sûr, la droite reste semble-t-il majoritaire avec l'émergence, là comme ailleurs, de l'extrême-droite.

Pedro Sanchez et ses amis ont non seulement arrêté la chute du parti, mais amorcé une remontée aussi rapide qu'inespérée.



Nicola Zingaretti, nouveau leader du parti démocrate italien

En Italie, la situation politique est aussi particulièrement inquiétante, avec la présence au pouvoir de l'extrême droite nationaliste, raciste et anti-européenne, dans le cadre d'une alliance avec le mouvement populiste 5 Etoiles.

Mais, là encore, les derniers développements laissent espérer un début de remontée de la gauche.

Après des années de glissement vers la droite des partis de centre gauche, faisant qu'il était de plus en plus difficile de distinguer la gauche du centre, voire de la droite, un sursaut vient d'avoir lieu.

Lors de primaires ouvertes à tous les électeurs pour désigner le nouveau secrétaire général du Parti démocrate italien, c'est le candidat désireux de retrouver les racines de gauche du parti qui a été élu, Nicola Zingaretti.



Ce dernier avait présidé les Jeunesses socialistes internationales à l'époque où Pierre Mauroy était président de l'Internationale socialiste. Pour la petite histoire, son frère Luca est connu de tous les amateurs de polars en Europe pour avoir joué le commissaire Montalbano dans la série télévisée du même nom.

Actuel président de la région Latium, Nicola Zingaretti fait partie d'une nouvelle génération de gouvernants issus des territoires, où ils ont démontré leur savoir-faire. Il a nettement gagné ces élections avec 65% des voix, alors que la participation a pulvérisé les attentes, avec plus de 1,7 millions de votants. C'est certes à peine autant que lors des dernières primaires, mais après la dernière déroute électorale, on aurait pu craindre bien pire, alors que le mouvement 5 Etoiles se réjouit quand il arrive à mobiliser 30 000 votants sur Internet. Ainsi, le peuple de gauche s'est clairement mobilisé pour que l'Italie retrouve une vraie gauche de gouvernement.

Les années Renzi (l'ami politique de Valls et de Macron) semblent bien terminées. Des signes avant-coureur avaient déjà montré qu'un frémissement, signe d'un retour de balancier vers la gauche se dessinait, lors d'élections partielles dans les Abruzzes, puis en Sardaigne, et que la gauche décimée reprenait des couleurs.

Ainsi, dans les Abruzzes, la coalition de gauche obtient 30,63% des voix (17,6% aux législatives) et le mouvement 5 Etoiles 19,73% seulement (39,3% aux législatives). Malheureusement, la coalition de droite obtient 49,19%, montrant que la politique raciste et nationaliste, post-mussolinienne en quelque sorte, du

leader de l'extrême droite, Matteo Salvini, reste populaire pour le moment.

De même, en Sardaigne, la coalition de gauche obtient 32,93% (17,6% aux législatives), et le mouvement cinq étoiles 11,18% seulement (42,5% aux législatives).

D'ailleurs, dans l'ensemble du sud, la participation aux primaires de la gauche a été importante. Alors que le mouvement 5 Etoiles l'avait emporté très largement dans l'ensemble du sud aux élections nationales de 2018, les propositions concrètes du parti démocrate pour le développement du Mezzogiorno (proposition de créer des zones économiques spéciales dans les principaux ports du sud, etc..) semblent remporter un écho dans ces zones délaissées en proie à la criminalité mafieuse.

Des défis de tailles pour la gauche italienne

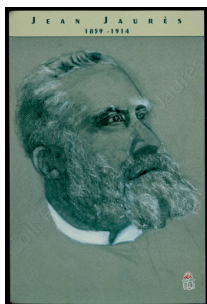
Alors que la situation économique en Italie continue de se détériorer, avec une récession économique probable et des déficits qui se gonflent, et que le mouvement 5 Etoiles est incapable de se distinguer de la politique réactionnaire du gouvernement actuel dominé par les plus extrémistes de la droite, la gauche semble enfin vouloir prendre un nouveau départ.

Première tâche : rassembler le parti et s'éloigner du tout libéral qui semblait être le marqueur des années Renzi.

Ensuite, il faudra faire des contre-propositions face à la politique anti-européenne du gouvernement actuel.

Nicola Zingaretti sera aidé dans sa quête de solutions euro-compatibles par sa bonne connaissance de l'Europe, puisqu'il a été chef du groupe de la gauche italienne au Parlement européen après les élections de 2004.

Autres priorités : lutter contre les inégalités, oeuvrer en faveur de la « justice climatique » et mieux accueillir les migrants. Il aura du pain sur la planche mais le premier pas c'est déjà de vouloir sortir des ornières de ces dernières années et de retrouver l'élan d'une politique de gauche crédible.



Actuellement aux côtés de Léon Blum et de François Mitterrand, Jean Jaurès demeure la vraie référence pour la gauche. Il est considéré à bien des titres comme le fondateur du socialisme en France et le symbole de la gauche.

Dans les milieux politiques, il est toujours question d'influences jaurésiennes ou de style jaurésien. C'est que Jaurès a véritablement marqué son époque, et la politique française. Il est l'homme qui a défendu le fameux « J'accuse » de Zola. Son art oratoire n'a pas d'égal. Aujourd'hui encore, il est loué et suscite bien des nostalgies. Son engagement social à Carmaux, son combat pour l'action sociale, son acharnement à vouloir réunir les mouvances socialistes et la création de son journal « L'Humanité » l'ont ancré dans notre histoire politique. Sa fin tragique et son combat insatiable pour la paix font partie de notre héritage historique.

Il est l'incarnation à nulle autre pareil du combat jusqu'au boutiste qui mue un homme pour ses convictions et ses idées, fut-ce au prix de sa vie.

Le fondateur de *L'Humanité*

L'histoire fait de Jean Jaurès un des grands personnages du début du XXe siècle. Jaurès entre en politique en 1885, pendant la Troisième République. Au départ, c'est un républicain, et il suit notamment le député Jules Ferry. Puis il adhère progressivement au socialisme. En prenant la défense des grévistes, puis des mineurs de Carmaux ou encore avec l'affaire Dreyfus, Jaurès s'impose comme un leader socialiste français. En 1902, il devient vice-président de la Chambre, et s'engage pour le « bloc des gauches ». Il fonde le journal *L'Humanité* en 1904 en associant les valeurs républicaines et socialistes. En 1905 a lieu le Congrès du Globe à Paris qui

unifie les différentes sensibilités socialistes de France et fonde la SFIO. Jaurès partagera la direction de la SFIO avec le marxiste Jules Guesde. Jaurès est également un pacifiste convaincu et la paix fut son dernier combat avant de mourir assassiné dans les conditions que nous connaissons.



Orateur et philosophe accompli

L'histoire ne retient de Jaurès surtout ces quelques dates et les grands discours marquants.

Mais Jaurès était aussi et on l'oublie souvent un philosophe qui a produit une pensée très dense et très riche. Avant de s'adonner à la politique, Jean Jaurès s'est beaucoup consacré à la philosophie. Il y était même revenu après sa défaite en 1889. Outre les écrits politiques, ses discours et toute une série de volumes sur « *L'histoire socialiste de la révolution française* », Jaurès a publié deux thèses philosophiques « *De la réalité du monde sensible* » et « *Les origines du socialisme allemand* » qui ne sont pas neutres quant aux convictions et à la quête d'unité qu'il portera ensuite.

Le Philosophe Jaurès accorde une très large place à la métaphysique. Si Jaurès a voulu édifier une métaphysique de l'unité de l'être, c'était afin de construire disait-il la propédeutique c'est-à-dire les fondements de sa pensée. « *La cité socialiste est bâti sur un terrain métaphysique* » disait-il, à savoir, fondée sur « *cette science du fondement de toute chose* » ayant pour objet l'être, l'univers, les destins suprêmes de l'existence de tous les êtres.



Un fervent républicain

Jean Jaurès nous a laissé une production politique très complète. Il n'est pas loin d'avoir traité de tous les problèmes : la misère, les dangers du colonialisme, la paix, l'armée... Il se réclamait socialiste tout en se disant républicain et faisait du socialisme l'accomplissement de la République. Il avait la volonté de chercher à faire advenir une nouvelle société et une transformation sociale afin de combattre la logique libérale des intérêts individuels et de substituer au modèle unique du capitalisme un collectivisme abolissant la propriété privée.

En même temps, il était éminemment républicain et attaché aux institutions et aux valeurs républicaines. Ce Republicanisme complique l'analyse de la doctrine Jaurésienne. Il introduisait une mystique républicaine dans le socialisme qui contrebalançait la doctrine socialiste dans ses fondements matérialistes marxistes.

Le socialisme comme accomplissement de la République

En 1903 à Albi Jaurès s'adresse, « à la jeunesse », et prononce ce célèbre « *Discours de la jeunesse* » dans ce lycée où lui-même avait été élève avant d'y exercer comme professeur de philosophie quelques années plus tard.

De ce célèbre discours on cite le plus souvent le passage sur le courage. Moins couramment celui où Jaurès s'interroge sur ce qu'est la République, c'est pourtant bien cette ambition qu'il poursuit en prononçant ce discours.

La montée, du nationalisme et de l'antisémitisme n'y était pas étrangère. Pour exposer ses idées, Jaurès évoque d'une part la manière dont se construit et se met en place la République, et d'autre part de comment il perçoit la République française.

Il expose pourquoi la République doit, pour être complète et fidèle à ses principes, mener au socialisme. Il en retrace l'histoire récente, et montre qu'elle doit désormais réaliser dans l'ordre économique ce qu'elle a réalisé dans l'ordre politique, à savoir, quel qu'en soit le nom – socialisme, communisme, collectivisme – : donner au peuple le pouvoir sur le travail et la propriété.

« Car le prolétariat dans son ensemble commence à affirmer que ce n'est pas seulement dans les relations politiques des hommes, c'est aussi dans leurs relations économiques et sociales qu'il faut faire entrer la liberté vraie, l'égalité, la justice. Ce n'est pas seulement la cité, c'est l'atelier, c'est le travail, c'est la production, c'est la propriété qu'il veut organiser selon le type républicain. À un système qui divise et qui opprime, il entend substituer une vaste coopération sociale où tous les travailleurs de tout ordre, travailleurs de la main et travailleurs du cerveau, sous la direction de chefs librement élus par eux, administreront la production enfin organisée » (Discours de la Jeunesse, 1903, Albi)

Estelle PICARD

Quels parlementaires ? Les choix de Jaurès, Note de Gilles Candar pour la Fondation Jean Jaurès, janvier 2017

Allocution de M. François Mitterrand, Président de la République, sur *Jean Jaurès, son action et l'idéal qu'il représente*, le 16 novembre 1988

Déclaration de M. François Hollande, Président de la République pour la *Cérémonie d'hommage à Jean Jaurès*, à Carmaux (Tarn) le 23 avril 2014



Des scientifiques ont réussi pour la première fois à prendre en photo un trou noir. Si cette photo est une prouesse scientifique, la tournée médiatique des 2 théoriciens autoproclamés du macronisme, Ismaël Émelien et David Amiel, nous avait déjà donné un aperçu du vide intersidéral.



Le même Émelien a rédigé un livre où il explique que le clivage aujourd'hui est entre les progressistes et les populistes. C'est quoi la suite ? Nous expliquer que l'on assiste à un clivage entre les forces du Bien et les forces du Mal ? Émelien et les thuriféraires d'Emmanuel. Macron devraient réaliser que la politique est un peu plus "complexe" qu'un épisode des *Power Rangers* (série TV de "supers héros") ...



Pascal Durand et Pascal Canfin, anciens membres d'EELV, se sont récemment ralliés à la liste LREM pour les Européennes. On ne sait pas si ces deux écologistes sont amateurs de viande ou vegans. Une chose est sûre, en revanche, ils aiment visiblement aller à la soupe !



En moins de 30 ans on est passé place Beauvau de Charles Pasqua à Christophe Castaner. Autrement dit on est passé d'un Ministre de l'Intérieur qui faisait peur à un Ministre de l'Intérieur qui fait rire.



François Ruffin, à qui l'on prête de plus en plus d'ambitions, a récemment dévoilé cette phrase que Jean-Luc Mélenchon lui aurait confiée : "si un jour le drapeau est à terre et que c'est toi qui dois le relever, tu le feras et tu le porteras et puis c'est tout". En même temps les élections internes ne sont pas vraiment un concept à la mode à la France insoumise. On aime disserter sur l'horizontalité pour mieux appliquer la verticalité. Ça leur fait au moins un point commun avec LREM !



Toutes les personnes qui ont émis une critique au sein des Insoumis ont été évincées. Comme quoi, on peut avoir été trotskiste comme Jean-Luc Mélenchon, et développer une gouvernance stalinienne, pour ne pas dire « dictatorial », dit Thomas Guénolé.

**" Ce qui constitue la vraie démocratie,
ce n'est pas de reconnaître des égaux, mais d'en faire. " Léon Gambetta**

Le Rappel du *Morbihan*

Propriété de la Fédération du PS du Morbihan

■ N°175, publié le 25 avril 2019 ■

- Directeur de la publication : Maxime PICARD ■ Rédacteur en chef : Kevin ALLENO ■
- Secrétaires de rédaction : les permanents ■ ISSN : 0996-1623 ■ Courriel : fede56@parti-socialiste.fr ■
- Composition, impression : 77, bd Léon Blum - 56100 Lorient ■ Tél. : 02 97 84 84 55 ■

Ont participé à ce numéro :

Kevin ALLENO (Lanester), Tugdual GAUTER (Pluvigner), Sarah JORON (Lanester), Sylvain LE MEUR (Lorient), Gaël LE SAOUT (Lorient), Loïck MERCIER (Questembert), Estelle PICARD (Lorient), Maxime PICARD (Questembert), Forough SALAMI-DADKHAH (Fédération du 29), Axel QUEVAL (Pays Pourleth)

envie d'Europe

écologique et sociale



«Justice sociale, santé,
climat : nos combats
communs pour l'Europe»

Raphaël Glucksmann

tête de liste

- **Envie d'Europe sociale : instaurer de nouvelles protections sociales au niveau européen**
- **Envie d'Europe écologique : assurer notre avenir et protéger notre santé**
- **Envie d'Europe démocratique : faire passer les citoyens avant les lobbies**



place
publique



ÉLECTION EUROPÉENNE
DIMANCHE 26 MAI 2019

www.enviedeurope.eu

envie d'Europe

écologique et sociale

10 combats

POUR L'EUROPE ECOLOGIQUE
ET SOCIALE

1. Faire passer **les citoyens avant les lobbies**
2. Mettre la finance **au service du climat,**
de la protection de la nature et de l'emploi
3. Diminuer **les factures d'énergie** et accélérer
la transition écologique
4. Lutter contre **la pauvreté et la précarité**
5. Produire **une alimentation de qualité** en
protégeant **la santé et le revenu des agriculteurs**
6. Défendre **les services publics**
7. Protéger **nos entreprises et nos emplois**
des dérives du libre-échange
8. Mettre en place **une fiscalité juste** à l'échelle
européenne et **sanctionner les paradis fiscaux**
9. Affirmer **une solidarité européenne** dans
l'accueil des exilés
10. Mettre en place **un service européen**
de la jeunesse



place
publique

nouvelle
DONNE



ÉLECTION EUROPÉENNE
DIMANCHE 26 MAI 2019

www.enviedeurope.eu